

**COMPTES-RENDUS
BIBLIOGRAPHIQUES**

Alençon (Guillaume d') - *Saint-Anthelme, un chartreux devenu évêque.* Perpignan, Editions Artège, mars 2013

Ce livre est préfacé par Mgr Aillet, évêque de Bayonne, Lescar et Oloron. Guillaume d'Alençon est titulaire d'une maîtrise de philosophie, diplômé en psychologie sociale et en gestion des conflits. Il est collaborateur laïc de l'évêque de Bayonne. Anthelme de Chignin est né, au début du XII^e siècle, en Savoie. Il n'est sans doute pas l'aîné de sa famille puisque, très tôt, il se dirige vers l'état ecclésiastique. Il a d'importantes fonctions administratives au sein de l'évêché de Genève et de Belley. Préférant la vie contemplative à la vie mondaine, il entre chez les chartreux et en devient le septième prieur. Réorganisant l'ordre, il permet aux femmes de vivre selon la règle de Saint Bruno ; « Au XXI^e siècle, six maisons féminines continuent l'expérience inaugurée à Saint-André de Ramières sous le généralat de saint Anthelme. Deux maisons sont établies sur le sol de la France, l'une à Reillanne dans les Alpes-de-Haute-Provence et l'autre à Nonnenque en Aveyron. » À la mort du pape Adrien IV, l'empereur Frédéric Barberousse veut influencer l'élection de son successeur. Les chartreux soutiennent le pape légitime et s'opposent ainsi à l'empereur. En 1163, Anthelme devient évêque de Belley. Il cherche à réformer la manière de vivre de son clergé (concubinage notoire ...), démettant parfois certains prêtres de leur fonction. Vis-à-vis des habitants de son diocèse, il pratique la plus grande charité. Il était également ferme vis-à-vis des mauvais prêtres. Anthelme meurt en 1178. Peu de temps après, il est canonisé par Alexandre III.

Roger Klotz

Allorant (Pierre), Castagnez (Noëline), Prost (Antoine) (dir), *Le Moment 1940. Effondrement national et réalités locales,* Coll. Cliopolis, l'Harmattan, Paris, 2012, 288 pages.

Le Moment 1940 retranscrit les actes d'un colloque tenu à Orléans les 18 et 19 novembre 2010. L'objectif de ce colloque était de décrypter cet épisode bref et décisif allant de la Drôle de guerre à l'étrange défaite, d'en mesurer à l'échelle nationale et locale les origines, les enjeux, les répercussions.

La relecture du célèbre livre de Marc Bloch, *L'Étrange défaite*, invite à dépasser le tableau convenu des faiblesses politiques de la France des années 1930, de la volonté de revanche de la droite sur son revers de 1936, et à souligner le caractère d'abord militaire de la défaite. Pourtant, en dépit de diverses faiblesses, celles de la pensée et de la formation militaires, de l'organisation du commandement réticent à l'égard des troupes étrangères, l'effondrement n'était pas écrit d'avance et la *Blitzkrieg* est une reconstruction journalistique postérieure. Il n'en reste pas moins que la France est rudement frappée, comme le montrent les exemples de la Somme et du Loiret, les destructions sont nombreuses, les colonnes de réfugiés envahissent les routes, les Allemands, loin d'afficher la « Korrection » qu'on leur attribue parfois, saccagent et pillent, recourent aux représailles collectives et même massacrent une dizaine de civils à Courtenay le 23 juin 1940. Est-ce une consolation de noter que l'évacuation des collections des musées nationaux est globalement réussie et que les activités artistiques et sportives ne perdent pas tous leurs droits ?

Sur le plan politique, un petit groupe de militaires menés par Pétain et Weygand, et de civils, conduits par Laval, réussissent à imposer l'armistice et la mort de la démocratie parlementaire par le vote du 10 juillet 1940. Cependant les résistants de Londres, pour légitimer leur action, dateront du 16 juin la mort de la République, ce qui revient à déclarer l'armistice illégal. Les pays étrangers, choqués de la défaite de la France, ont très vite une image négative du nouveau régime, surtout du fait de son antisémitisme. La nature de Vichy

est révélée aussi par la condamnation de Jean Zay, accusé de désertion, en fait symbole de ce que les nouveaux maîtres veulent abattre : le parlementarisme, la franc-maçonnerie, l'esprit de 1936, le judaïsme. De fait, Vichy se conduit d'emblée comme un régime autoritaire, xénophobe, réactionnaire, répressif, ouvert à la collaboration. En face, la première Résistance, fragmentée, se cherche, tandis que le Parti communiste, traumatisé par le Pacte germano-soviétique et la désertion de Thorez parti à Moscou, hésite sur l'attitude à adopter. Les hommes de Vichy, dont l'hyperactif préfet du Loiret, Morane, s'attachent à la reconstruction dans un esprit régionaliste et technocratique.

Les communications de ce colloque se partagent en deux catégories : certaines apparaissent très neuves, d'autres ne renouvellent pas fondamentalement les connaissances mais offrent d'utiles mises au point. Le colloque souligne fortement la contingence du « moment 1940 », quand les incertitudes permettent d'envisager toutes les possibilités : la défaite militaire n'était pas inéluctable, le vote du 10 juillet pas acquis d'avance, même la nature du nouveau régime n'était pas précisément définie. Il apparaît cependant que l'avènement et le culte de Pétain répondaient à une attente et que les Allemands furent d'emblée vus avec antipathie par le gros de la population, ce qui compromettrait la politique de collaboration.

Ralph Schor

Codaccioni (Vanessa), *Punir les opposants. PCF et procès politiques, 1947-1962*, CNRS Editions, Paris, 2013, 423 pages.

Issu d'une thèse de sociologie historique, l'ouvrage *Punir les opposants* analyse les actes qualifiés d'« atteinte à la sûreté de l'État », complot, espionnage, démoralisation de l'armée ou de la nation, actes politiques reprochés au PCF entre 1947 et 1962. L'ouvrage s'attache aussi à montrer comment le parti a, ou non, instrumentalisé à des fins de propagande les poursuites dont il était l'objet.

Dans un premier temps, de 1944 à 1947, le PCF, fort de 800 000 adhérents et représentant 27 % des tirages de la presse française, participe au gouvernement et privilégie l'accès légal au socialisme. Puis son éviction du gouvernement en 1947, le début de la guerre froide, les grandes grèves d'avril 1947 vues comme insurrectionnelles par le gouvernement, l'exploitation des problèmes coloniaux poussent le parti vers des positions radicales, comme le montre la violente manifestation dirigée contre la venue du général Ridgway à Paris le 28 mai 1952.

À la crainte d'un complot communiste correspond, du côté de l'État, une suractivité répressive, symbolisée par l'énergique socialiste Jules Moch, ministre de l'Intérieur. Toutes les forces politiques, préfets, police, armée, sont mobilisées, les communistes évincés des allées du pouvoir, de nouveaux délits politiques créés. Mais les poursuites trouvent leurs limites dans une République démocratique : indépendances des magistrats, refus quasi-constant des élus face aux demandes de levée de l'immunité parlementaire de leurs collègues communistes, non-lieux dans les cas douteux où le résultat d'un procès se révèle incertain. Dans le même temps, le parti sélectionne et héroïse certains de ses membres poursuivis, érigés en modèles. Ceux qui sont choisis correspondent à certains critères, conformes aux valeurs du parti : il faut être une figure en vue ou un militant irréprochable, contrôlable par ses supérieurs, peu bavard face à la police, n'offrant pas l'image d'un saboteur ennemi de la France, prêt au sacrifice pour la cause. L'ouvrier discipliné, hétérosexuel, époux fidèle, a de bonnes chances d'être sélectionné.

Durant la guerre d'Algérie, de 1954 à 1962, la répression anticommuniste s'estompe car le parti, tout en maintenant une ligne anticoloniale et en menant même des actions

antimilitaristes au sein de l'armée, se montre légaliste par crainte d'une dissolution, par refus de l'aventurisme de certains dissidents, par volonté de garder un contrôle stalinien de l'appareil, par négation de la dimension arabo-musulmane de la nation algérienne. Le parti vote même les pouvoirs spéciaux au gouvernement Guy Mollet. Certaines campagnes de militants poursuivis sont discrètes. Seuls sont mis en avant ceux qui ont respecté à la lettre les consignes du parti ; ils subissent une répression envisagée à l'avance comme utile à la cause, et ne peuvent, comme Audin, être assimilés à des terroristes.

Le livre peut inspirer quelques réserves : longueurs ponctuelles, incorrections formelles, absence d'approche prosopographique. Mais ces restrictions pèsent peu face à la richesse de l'apport. On retiendra de nombreux développements réussis comme l'influence de la conjoncture socio-politique sur la criminalisation anticommuniste, les facteurs de médiatisation des affaires, la délicate question des relations entre le PCF et les « porteurs de valises », le portrait de groupe des avocats militants. Les coulisses de la justice sont éclairées de manière crue. Il apparaît qu'un procès politique est, à l'époque, construit collectivement par les agents de l'État et par la direction du PCF.

Ralph Schor

Duval-Stalla (Alexandre) – *Claude Monet – Georges Clemenceau : une histoire, deux caractères*. Paris, Gallimard, coll. Folio, 2013.

Alexandre Duval-Stalla est avocat au barreau de Paris, Maître de conférences à l'IEP. Il a écrit un autre livre : *André Malraux – Charles De Gaulle : une histoire, deux légendes*. Cet ouvrage a obtenu le prix de la fondation de France-Simone Goldschmidt. L'auteur est donc un spécialiste de ce qu'il appelle « la biographie croisée ».

Dans cette sorte d'étude, on voit apparaître une parité certaine entre deux hommes. Cela peut paraître surprenant en ce qui concerne des personnalités comme Clemenceau et Monet. Il s'agit de l'histoire de deux caractères explosifs et intransigeants. Alexandre Duval-Stalla dit :

« L'amitié de Clemenceau et de Monet s'est nourrie de deux lumières au service d'une certaine idée de la France. Celle de la République et celle de l'Impressionnisme. Liberté de créer, liberté de vivre.

Et Monet, qui est l'artiste qui a le plus peint de drapeaux français, d'inscrire sur l'un d'eux en lettres d'or : « Vive la République » ... »

Alexandre Duval-Stalla a montré dans une interview qu'on perçoit mieux la fermeté de Clemenceau si l'on saisit son admiration pour Monet. Anatole France a pu tracer de Clemenceau un portrait qui fait de lui un artiste de la politique :

« D'esprit, il est souple et divers ; de caractère, il est vif et cassant. Je ne le fâcherai pas en disant qu'il y a des choses qu'il préfère au pouvoir. Il a le sens de l'action et l'on peut dire que, pour lui, vivre, c'est agir. Mais en même temps il est philosophe et plus tendu vers l'action intellectuelle qu'il ne convient à un chef de gouvernement. ... Libéral de naissance [...], il est de caractère et d'esprit homme d'autorité. Il est révolutionnaire et exècre la démagogie ; humain, généreux, sensible, il est en même temps impitoyable et farouche. [...] Il est terrible et charmant. Il attire et effare. C'est le plus nerveux orateur de son temps ; il possède l'art d'écrire. Il est occupé d'idées et pourtant il n'épargne pas assez les personnes dans ses polémiques. »

On comprend qu'Alexandre Duval-Stalla puisse dire :

« Clemenceau était un vrai intellectuel épris de culture, de littérature et de peinture. À cet égard, les familiers de Clemenceau appartiennent autant aux cercles artistiques qu'aux cercles politiques. Et dans ses liens avec les artistes, la politique est absente. Enfin, pour

Clemenceau, l'art nourrit aussi l'âme de la France, mais est également pour lui une des formes essentielles de l'émancipation de l'individu. »

Roger Klotz

Hermet (Guy), *Démocratie et autoritarisme*, Editions du Cerf, Paris, 2012, 262 pages.

Guy Hermet, spécialiste de l'histoire de la démocratie, montre que ce système a connu un destin sinueux, reste relativement rare et a souvent été confronté au « libéralisme autoritaire ». Il étudie d'abord les sources de la démocratie depuis le V^e siècle avant notre ère, en passant par les procédures électorales de l'Église médiévale, la sécularisation progressive des valeurs, la poussée des individualismes, l'avènement complexe du suffrage universel. Il montre que les gouvernements représentatifs apparus au XVIII^e siècle contiennent une dimension antidémocratique. Cependant les gouvernements occidentaux qui avaient institué des procédures censitaires s'accommodent ensuite du suffrage universel, selon des modalités diverses.

L'auteur se penche ensuite sur les semi-dictatures que sont le Second Empire et le Reich allemand d'avant 1914. Ces régimes, libéraux en matière sociale et économique, sont politiquement autoritaires, ce qui n'empêche pas la modernisation : Bismarck invente l'État providence. Dans les pays occidentaux du Sud, les fraudes électorales, le clientélisme, la faiblesse de l'État discréditent les élections. Guy Hermet présente ensuite une définition fouillée du fascisme, antilibéral mais fidèle à une gestion capitaliste, antioligarchique, protégeant les classes moyennes. Puis le projecteur est tourné vers l'Amérique latine où les caudillos balancent entre populisme et autoritarisme militaire ; les régimes de Vargas au Brésil et de Pinochet au Chili sont bien caractérisés. Après 1945, la démocratie s'impose ou est imposée à certains pays vaincus. La chute du bloc soviétique, l'avènement des « démocraties tardives » en Grèce, en Espagne, au Portugal, en Amérique latine semblent montrer la vitalité du système. Mais l'auteur émet finalement des doutes face à la crise multiforme, au désenchantement qui a suivi le printemps arabe, aux utopies de la « démocratie participative », à la « gouvernance démocratique » définie comme une oligarchie de décideurs cooptés, mal connus et décidant seuls selon leur propres choix réputés rationnels.

Le livre, clairement construit et rédigé, bien informé, constitue un bon manuel qui prend parfois le tour d'un essai.

Ralph Schor

Panicacci (Jean-Louis), *Les Alpes-Maritimes dans la guerre, 1939-1945*, De Borée, s.l. 2013, 470 pages.

Jean-Louis Panicacci, le grand spécialiste des Alpes-Maritimes durant la Deuxième Guerre mondiale, avait publié en 1989 une première synthèse sur le sujet, *Un département dans la tourmente*. Cet ouvrage, plusieurs fois réédité, n'avait pas subi de retouches. Or la connaissance de la période avait progressé grâce à l'ouverture de nouvelles archives, à la publication de travaux inédits et des souvenirs de certains acteurs ou témoins. Jean-Louis Panicacci a donc jugé nécessaire de publier un livre tenant compte de tous ces acquis. Le texte, plus étoffé, a été entièrement réécrit et actualisé ; la majeure partie des photos et des annexes sont inédites, deux index (*nominum* et *locorum*) rendent la consultation très aisée.

Le plan, recomposé, reste classiquement chronologique. Une courte introduction brosse le tableau des Alpes-Maritimes en 1939. Puis un premier chapitre étudie la période

allant d'août 1939 à juillet 1940. Tour à tour sont analysés les moments forts comme la mobilisation, les mesures anticomunistes, la Drôle de guerre au cours de laquelle sont parfois noués des contacts sympathiques avec les Italiens, puis l'évacuation des villages frontaliers et les épreuves subies par Menton au début des vrais combats. L'auteur fournit nombre de précisions sur les dispositifs de défense, l'état des esprits, la situation économique très singulière puisqu'elle repose en grande partie sur cette activité très fragile qu'est le tourisme. L'échec militaire italien est souligné : le pays voisin a conquis seulement 11 000 hectares et compte 213 morts au combat contre 13 Français.

Le deuxième chapitre qui mène de juillet 1940 à novembre 1942 montre le succès du maréchalisme dans le département. Des mises au point sont consacrées au nouveau régime et à ses soutiens comme la Légion forte de 28 000 adhérents à Nice en 1941, avant de décliner à partir de l'année suivante. C'est le temps de la réaction, de la culpabilisation, de l'ordre moral qui conduit à interdire aux femmes le port du pantalon et du short. Ce sont aussi les débuts de la collaboration et de l'antisémitisme. Les juifs étrangers sont visés par une rafle les 26 et 27 août 1942. L'agitation irrédentiste se développe. La Résistance s'organise.

Les chapitres III et IV portent sur les occupations, italienne de novembre 1942 à septembre 1943, puis allemande. Les maîtres transalpins, mal accueillis, répriment durement la Résistance et utilisent la torture, mais ils protègent les juifs pour des raisons que l'auteur analyse subtilement. La collaboration se durcit et le maréchalisme décline fortement ; à Nice, la Légion perd 80 % de ses effectifs. Les combats entre Italiens et Allemands en septembre 1943 sont bien expliqués, de même que sont précisément caractérisées les rigueurs de l'occupation nazie, la « guerre civile larvée » entre Français, la quasi « famine » infligée à la population.

Le dernier chapitre est consacré à la Libération. Il prend la dimension d'un bilan avec l'épuration, la reprise de la presse, le retour des prisonniers, la visite triomphale du général de Gaulle les 8-9 avril 1945, le début de la reconstruction.

Ce bel ouvrage, parfaitement documenté et clairement rédigé, se veut récit d'histoire totale. Les combats et la vie quotidienne, les grandes organisations et les personnalités importantes, la répression exercée par Vichy et les occupants, l'héroïsme de la Résistance, les grandeurs et les faiblesses, rien n'est laissé dans l'ombre. Jean-Louis Panicacci n'hésite pas à donner des détails à la fois pittoresques et éclairants : on n'oubliera pas ces villageois affamés roulant jusqu'à leur domicile des meules de parmesan abandonnées par les Italiens en fuite ! Sur la Deuxième Guerre mondiale, les Alpes-Maritimes possèdent désormais un livre encyclopédique.

Ralph Schor

Schor (Raph), *Ecrire en exil. Les écrivains étrangers en France 1919-1939*, CNRS, Paris, 2013, 346 p.

Destin de la France, destin du monde ? Exilé depuis 1890, l'écrivain de Guatemala Enrique Gomez Carillo ouvrit pour les exilés installés dans le quartier latin et Montmartre à Paris les colonnes de ses journaux *Nuevo Mercurio* et *Cosmopolis*. Une génération au vrai capable de mobiliser les apatrides Manuel de Falla, Igor Stravinsky, Serge Prokofiev, ou encore Pablo Picasso pour animer la vie intellectuelle de la capitale mais aussi le quartier l'Estaque à Marseille et la *Riviera* de Nice. La chute du franc et le retour de Poincaré en 1926 pour pratiquer une politique de déflation qui entraîna un ralentissement économique puis le chômage mit un terme à cette vague d'optimisme¹. Parmi les exilés volontaires figurent les

¹ Philippe Bernard, *La fin d'un monde 1914-1929*, Paris, 1975, pp. pp. 131-142 et 231-237

Américains comme Henry Miller et parmi les exilés contraints il y eut après le 30 janvier 1933 et l'accession d'Adolf Hitler, des Allemands comme Thomas Mann. Parmi les réfugiés politiques, Léon Trotsky se réfugie en France en 1934 non sans remous dans l'opinion publique car le parti communiste restait attaché à Staline et à la vulgate du socialisme dans un seul pays et si l'extrême droite voulut qu'il soit fusillé il reçut la protection de la SFIO attachée aux droits d'asile politiques ; le roumain Eugène Ionesco en bénéficia avant de prendre la nationalité française. En 1937, les *fuorusciti* frères Nello et Carlo Rosselli qui avaient participé à la guerre d'Espagne dans les brigades internationales aux côtés d'Ernest Hemingway, Simone Weill et Jack London furent assassinés. En 1939, 500 000 réfugiés espagnols arrivèrent en France qui créa pour eux une bande de 10 kilomètres près de la frontière espagnole qui fut réservée aux anti-franquistes regroupés dans des camps de concentration. Les écrivains exilés purent s'exprimer dans l'organe de presse *La Dépêche de Toulouse*. Ceux qui passent et ceux qui restent comme des leurs brèves errent dans nos mémoires.

Thierry Couzin

Sirinelli (Jean-François), *Désenclaver l'histoire. Nouveaux regards sur le XX^e siècle français*, CNRS Editions, Paris, 2013, 190 pages.

Jean-François Sirinelli, observateur avisé de l'histoire du XX^e siècle, cherche à renouveler l'analyse politique et culturelle de la France durant les dernières décennies. Il propose une nouvelle coupure chronologique. Pour lui, la césure fondamentale ne se situe pas en 1945, mais dans les années 1960, quand la France cesse d'être menacée par l'ombre de la guerre, étrangère ou coloniale, quand une crise multiforme signe la mort des Trente glorieuses, quand les gouvernements, confrontés à de dures réalités, cessent d'alimenter le rêve, quand les institutions traditionnelles, Église, familles, associations, sont contestées, quand la culture-monde s'impose avec force.

L'auteur analyse subtilement le rôle des réalités et de leur représentation collective, le poids des stéréotypes. Très éclairante se révèle l'image des Britanniques et des Américains forgée par la génération du baby-boom. Tout aussi intéressant apparaît le goût du public du troisième âge pour les tournées entreprises par des chanteurs dont le succès remonte aux années 1960-1970. Le cas de Johnny Halliday, qualifié de « lieu de mémoire », illustre bien la démonstration. Jean-François Sirinelli offre des pages tout aussi stimulantes sur la signification du 10 mai 1981, sur le concept de provocation en histoire culturelle, ce qui l'amène à réfléchir sur les normes, la morale commune, la relativité des tabous. D'autres développements portent sur les régimes et les cultures politiques, les principes de légalité et de légitimité.

Le livre, écrit avec toute la finesse et le sens des nuances propres à son auteur, ne se contente pas de bousculer certaines idées reçues ou d'interpréter des phénomènes complexes. Il donne tout son sens à l'histoire, science qui requiert la plus vaste culture car elle exige la prise en compte des interactions saisies dans l'épaisseur du temps.

Ralph Schor

